

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Nicole MARIN-KHOURY, Bruno PATERNOT.

Modification du tableau des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création de deux postes

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la création de deux postes

Filière Technique :

Adjoint technique : la création d'un poste

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste

Ingénieur : la création d'un poste

Filière animation :

Animateur : la création de cinq postes

Animateur principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste

Filière sociale :

ATSEM : la création de trois postes

Filière médico-sociale :

Puéricultrice de classe normale : la création d'un poste

II - Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 21 septembre 2020 :

Filière administrative :

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la suppression de deux postes

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste

Rédacteur : la suppression d'un poste

Filière Technique :

Agent de maîtrise : la suppression de trois postes

Agent de maîtrise principal : la suppression d'un poste

Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de cinq postes

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe : la suppression de trois postes

Puéricultrice hors classe : la suppression d'un poste

Filière police municipale :

Brigadier-chef principal : la suppression d'un poste

III – Ouverture de poste au recrutement d'un agent non titulaire :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Il est demandé au Conseil municipal de prévoir que le poste créé au tableau des effectifs au grade de puéricultrice de classe normale pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de l'enfance :

- Nature des fonctions : **Directeur d'établissement d'accueil du jeune enfant.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'Etat de puéricultrice.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2016-600 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions indiciaires applicables à certains cadres d'emplois médico-sociaux de la catégorie A de la fonction publique territoriale.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'encadrement des agents ainsi que l'organisation de l'accueil des enfants dans un établissement d'accueil de jeunes enfants.

Il est demandé au Conseil municipal de prévoir que le poste créé au tableau des effectifs au grade d'ingénieur pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de la sécurité et tranquillité publique :

- Nature des fonctions : **Inspecteur santé environnement.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'ingénieur d'études sanitaires.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'application de la réglementation en matière de santé publique et de conduire des actions de prévention, de mesures et de contrôles sanitaires.

Il est demandé au Conseil municipal de prévoir que l'un des postes déjà créé au tableau des effectifs au grade d'attaché pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de l'éducation:

- Nature des fonctions : **Responsable de l'unité administratif et comptable.**
- Niveau de recrutement : diplôme en sciences économiques ou en gestion, en études comptables ou finance publique.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2016-1799 du 20 décembre 2016 modifiant le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la supervision de la gestion comptable et budgétaire de l'ensemble des budgets de la direction.

IV – Ouverture de poste non permanent :

Considérant le projet de délibération soumis ce jour au Conseil municipal autorisant le financement de huit postes de collaborateur de cabinet.

Considérant que sept postes sont déjà créés au tableau des effectifs, il est demandé la création d'un poste de collaborateur de cabinet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dispositif.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-144977-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.